

Direction des sécurités
Bureau de la sécurité intérieure

Grenoble, le **08 JUL. 2026**

ARRÊTÉ n°38-2026-07-08-00007
portant diverses mesures d'interdiction dans le département de l'Isère
du jeudi 09 juillet 2026 à 08h00 au jeudi 16 juillet 2026 à 08h00

La préfète de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2215-1 ;
- VU** le code de la sécurité intérieure ;
- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code pénal, notamment ses articles 132-75, 431-9, 431-9-1, 322-11-1 2° et R.610-5 ;
- VU** le code de l'environnement, notamment les articles R. 557-6-1 et suivants ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;
- VU** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
- VU** le décret n° 2015-799 du 1^{er} juillet 2015, relatif aux produits et équipements à risques ;
- VU** la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, article 12 ;
- VU** l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement modifié par l'arrêté du 4 juillet 2025 ;
- VU** le décret du Président de la République en date du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Catherine SÉGUIN en qualité de préfète de l'Isère ;
- VU** la posture Vigipirate « vigilance renforcée » ;

Considérant que, même en l'absence de circonstances locales particulières, il appartient à l'autorité investie du pouvoir de police de prendre toutes les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées afin de prévenir les atteintes à l'ordre public, dont le respect de la dignité de la personne humaine constitue l'une des composantes ; qu'il lui appartient également de prendre les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées pour prévenir la commission des infractions pénales susceptibles de troubler l'ordre public, sans porter d'atteinte excessive à l'exercice par les citoyens de leurs libertés fondamentales ;

Considérant que le contexte national et international peut entraîner une recrudescence d'actes malveillants ;

Considérant que les quarts de finale de la Coupe du monde 2026, prévus du 09 au 12 juillet 2026, sont susceptibles de donner lieu à d'importants rassemblements de supporters sur la voie publique ; que l'équipe de France affrontera l'équipe du Maroc le jeudi 09 juillet à 22h00 ;

Considérant que lors de la qualification de l'équipe du Maroc le 04 juillet 2026, un rassemblement d'environ 250 à 300 personnes s'est formé à Grenoble, accompagné de tirs de mortiers d'artifice sur les voies de tramway, entraînant l'interruption temporaire de la circulation du tramway ; que, le même jour, à la suite de la victoire de l'équipe de France, un rassemblement d'environ 150 personnes, également accompagné de tirs de mortiers d'artifice, a été constaté dans le centre-ville de Grenoble, provoquant un ralentissement de la circulation du tramway ;

Considérant que les demi-finales de la Coupe du monde 2026, prévues les 14 et 15 juillet 2026, sont également susceptibles d'entraîner une mobilisation importante de supporters sur la voie publique ; que, compte tenu des incidents récemment constatés à Grenoble à l'occasion de rencontres impliquant des équipes fortement suivies, ces rassemblements présentent un risque sérieux de troubles à l'ordre public ;

Considérant qu'en parallèle les festivités de la Fête nationale donnent lieu à d'importants rassemblements de personnes susceptibles de favoriser la survenance de troubles à l'ordre public ;

Considérant que les précédentes éditions des festivités de la Fête nationale ont été marquées par plusieurs faits de violences et de dégradations ; qu'ainsi, à l'occasion du 14 juillet 2023, des incendies de véhicules et de conteneurs, des tirs de mortiers d'artifice ainsi que des rodéos urbains ont été constatés ; que le 14 juillet 2024 a également donné lieu à plusieurs incendies volontaires ; que lors du 14 juillet 2025 plusieurs tirs de mortiers d'artifice ont été tirés, notamment en direction de la caserne de gendarmerie de Pontcharra et du PSIG de Vizille ;

Considérant qu'il existe, dès lors, un risque élevé que des individus fassent usage d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de carburants ou de produits explosifs, inflammables ou corrosifs à l'encontre des forces de sécurité intérieure, des services de secours ou des participants ;

Considérant que les forces de sécurité intérieure et les services de secours sont particulièrement susceptibles d'être pris pour cible par des tirs de mortiers d'artifice et des jets de projectiles ; qu'en effet, depuis le début de l'année 2026, les effectifs des forces de sécurité intérieure ainsi que leurs véhicules ont été visés à 22 reprises par des jets de projectiles, dont 5 tirs de mortiers, dans le département de l'Isère ; que l'usage inconsidéré des artifices de divertissement, articles pyrotechniques, pétards et fusées, notamment sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement, est de nature à créer des dangers pour les personnes, à provoquer des accidents, des nuisances et des dégradations, ainsi qu'à générer des troubles graves à la tranquillité et à la sécurité publiques ; qu'il apparaît, par conséquent, nécessaire de prendre des mesures adaptées afin de prévenir les troubles à

l'ordre public, les atteintes aux personnes, les violences dirigées contre les forces de l'ordre et les services de secours, ainsi que les dégradations aux biens et édifices publics ;

Considérant les dangers et les risques d'accidents graves provoqués par l'utilisation inconsidérée de tout objet sur la voie publique et par l'usage d'armes par destination ; qu'il est nécessaire de prévenir l'utilisation, par des individus isolés ou en réunion, d'armes par destination contre les forces de l'ordre ; qu'il convient de prévenir le port et le transport d'objets destinés à dissimuler tout ou partie du visage afin de ne pas être identifié ou d'équipements de protection destinés à mettre en échec tout ou partie des moyens des forces de l'ordre ; qu'il est nécessaire, pour prévenir de tels actes qui portent gravement atteinte à la sécurité des personnes et des biens, des installations publiques, de prendre toutes mesures de police de nature à garantir la sûreté et la tranquillité publiques ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de réglementer la détention et l'usage de fumigènes, pétards ou feux d'artifice ainsi que le transport de combustibles corrosifs, carburants à emporter et gaz inflammables ; qu'il y a lieu de réglementer le port et le transport d'armes de toutes catégories confondues, de munitions et d'objets pouvant constituer une arme par destination au sens de l'article 132-75 du code pénal ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRÊTE

Article 1 : Du jeudi 09 juillet 2026 à partir de 08h00 jusqu'au jeudi 16 juillet 2026 à 08h00 sur le département de l'Isère sont interdits :

- l'achat, la vente, la cession, le transport, le port et l'utilisation de fumigènes et d'artifices de divertissement de catégories F2 et F3 figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 sur la voie publique ou en direction de l'espace public, sauf pour les personnes majeures titulaires de l'agrément préfectoral prévu à l'article 5 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 ou du certificat de qualification F4 T2 niveaux 1 ou 2 ;
- le transport de combustibles corrosifs, carburants à emporter et gaz inflammables, sauf nécessité dûment justifiée par la personne et vérifiée avec le concours des services de police et de gendarmerie ;
- le port et le transport d'armes, toutes catégories confondues, de munitions et d'objets pouvant constituer une arme par destination au sens de l'article 132-75 du code pénal, sauf pour les personnes habilitées dans l'exercice de leur mission, pour les chasseurs titulaires d'un permis de chasse validé et dont le déplacement est en lien avec les activités cynégétiques et pour les tireurs sportifs titulaires d'une licence de tir validée et dont le déplacement est en lien avec cette activité. Cette disposition s'applique également à la vente ou au transport d'armes, munitions et matériels annexes, effectués par les personnes sus-citées ;
- le port et le transport par des particuliers, sans motif légitime :
 - d'objets destinés à dissimuler tout ou partie du visage afin de ne pas être identifié ;
 - d'équipements de protection destinés à mettre en échec tout ou partie des moyens utilisés par les représentants de la force publique pour le maintien de l'ordre, sauf pour les personnes habilitées dans l'exercice de leur mission.

Article 2 : Les infractions au présent arrêté seront réprimées dans les conditions prévues par les dispositions répressives susvisées.

Article 3 : Le directeur de cabinet de la préfète de l'Isère, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur interdépartemental de la police nationale de l'Isère, le commandant du groupement de gendarmerie départemental de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise au procureur de la République de Grenoble, au procureur de la République de Bourgoin-Jallieu ainsi qu'au procureur de la République de Vienne.

La préfète,



Catherine SÉGUIN

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois, à compter de la date de notification ou de publication de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- *Un recours administratif : un recours gracieux auprès de la préfète de l'Isère (12 place Verdun – CS 71 046 – 38 021 Grenoble Cedex 1) ou un recours hiérarchique, auprès du ministre de l'Intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Bureau des polices administratives – Place Beauvau – 75 800 Paris Cedex 08) ;*
- *Un recours contentieux : Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication, adressé par voie postale (2 place de Verdun, BP 1135 – 38 022 Grenoble Cedex) ou par l'application « télérecours citoyens » sur le site internet www.telerecours.fr.*

ANNEXE : Liste des artifices de divertissement des catégories F2 et F3 fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement (NOR : INTA2112138A) modifié par l'arrêté du 4 juillet 2025 (NOR : INTQ2515165A)

Type d'article pyrotechnique destiné au divertissement	Catégorie(s) concernée (s)
Pétard à mèche	F3
Batterie	F3
Batterie nécessitant un support externe	F3
Combinaison	F3
Combinaison nécessitant un support externe	F3
Pétard aérien à double effet de bang sonore	F2 et F3
Pétard à composition flash	F3
Fusée	F2 et F3
Chandelle romaine	F2 et F3
Chandelle monocoup	F2 et F3
Pétard à mèche	F2
Batterie	F2
Batterie nécessitant un support externe	F2
Combinaison	F2
Combinaison nécessitant un support externe	F2
Composition d'artifices	F2 et F3
Pétard à poudre noire	F2 et F3
Pétard à composition flash	F2
Fusée à effet de bang sonore	F2 et F3
Pot à feu en mortier	F2 et F3